

# LA GRAINE

N°7 - Août 2016

## LE BIO C'EST BIEN, MAIS...

Cette année, l'association « La Corde Verte », organisatrice de la foire BIO du 3 septembre à Commercy, a refusé à LA GRAINE la possibilité de tenir un stand. Le prétexte de ce refus aurait été que **LA GRAINE SERAIT « TROP POLITISÉE »**. Mais, comment peut-on être trop politisé ? Que signifie au fond cette accusation ? Que nous dit-elle sur l'association « La Corde Verte », et peut-être sur une certaine tendance générale du BIO ? Personne ne va nier ici que le souci de se nourrir sainement est légitime. Personne ne va nier non plus que ce souci peut amener à **PRIVILÉGIER DES PRODUCTEURS LOCAUX**, des circuits courts, donc à **ENCOURAGER UNE ÉCONOMIE ALTERNATIVE À LA GRANDE DISTRIBUTION CAPITALISTE**, et plus écologique dans son ensemble.

Notons au passage que, si cela fait partie des buts que se donne l'association « La Corde Verte », cela relève du champ politique au vrai sens du terme, c'est-à-dire de **L'ACTION DE CITOYENS QUI VEULENT, PAR LEURS RÉFLEXIONS, LEURS ACTIONS, LEURS PRATIQUES, CHANGER LE DESTIN COLLECTIF**. Ce par opposition à une citoyenneté tronquée qui ne s'exerce le plus souvent que le temps de glisser un bulletin dans une urne, pour ensuite laisser aux élus carte blanche. Ainsi donc, qu'elle le veuille ou non, l'association « La Corde Verte » est elle-même politisée, probablement à son insu, hélas, de même que monsieur Jourdain faisait de la prose sans le savoir. Mais que veut dire alors être « trop politisé », où se situe le seuil à ne pas franchir si on veut éviter les foudres de l'association « La Corde Verte » ?

Peut-être ne faut-il pas demander si les Meusiens ont voté pour le projet CIGEO à

Bure, si les Français ont voté pour la « Loi Travail », si nous vivons en démocratie ? Peut-être faut-il éviter de remarquer que l'économie est presque tout entière soumise à la création du profit capitaliste, ce profit qui ne va que dans quelques poches fortunées, et qui impose pourtant à l'ensemble de la vie humaine de se plier à ses exigences, sans parler des dégâts environnementaux engendrés par la production à tout prix qu'il implique ? Ou alors faut-il se garder de supposer que le BIO ne pourrait concerner qu'une fraction de la population, pendant que les pauvres, toujours plus nombreux, se trouvent réduits au hard discount ? Faut-il encore fermer les yeux sur le fait que les cadences, le management, la précarité etc. rendent les gens malades et que le BIO n'y peut guère ? Est-ce donc tout cela qui rend « trop politisé » ? Est-ce le refus de regarder les choses par le petit bout de la lorgnette, la volonté de faire des liens et d'envisager les problèmes dans leur globalité ? Ainsi donc, le crime serait d'avoir mis le doigt sur les limites de la démarche de « La Corde Verte » ?

De maintenant souligner que, en nous refusant un stand, cette association se prononce **d é l i b é r é m e n t** en faveur de l'aveuglement sur des questions aussi **f o n d a m e n t a l e s** que celles de la démocratie, de



l'économie, du social ? Et pourtant, nous reconnaissons que le BIO peut être un point de départ pour accéder à la lutte plus globale que nous revendiquons, mais encore faut-il le vouloir et ne pas délibérément se mettre des œillères. Ou bien faut-il considérer que seuls les beaux légumes comptent, et détourner pieusement le regard de l'implantation à Commercy d'une entreprise qui vend des armes de guerre à l'Etat saoudien, barbare, et dont on sait les liens avec le terrorisme ?

A vrai dire, peu importe « La Corde Verte », **NOUS ENTENDIONS ICI DÉNONCER UNE CERTAINE CONCEPTION DU BIO, ÉTROITE, MYOPE, FRILEUSE, EN UN MOT : PETITE-BOURGEOISE.** Et certes, à LA GRAINE, nous refusons de nous contenter de regarder au fond de la cuvette des WC pour vérifier que nos selles sont belles et saines. Certains diront que nous sommes trop radicaux, et d'autres que ce n'est pas avec la sophrologie qu'on va changer cette foutue société.

**OUI DÉCIDÉMENT, LE BIO, C'EST BIEN, MAIS...**

## **LETTRE OUVERTE**

Cher Commandant Dubois,

La répression des opposant-e-s à Cigéo n'est pas nouvelle. Cela fait des années que la gendarmerie patrouille très régulièrement et relève les plaques d'immatriculation devant la Maison de résistance à Bure tandis que des opposant-e-s sont suivi-e-s par les renseignements généraux. Résister trop ouvertement à la poubelle atomique était déjà une condition suffisante pour être surveillé-e-s de près et intimidé-e-s.

Alors que la lutte contre le projet de poubelle nucléaire en Meuse/Haute-Marne dure depuis plus de 20 ans, la répression s'est nettement accrue à l'été 2016. Commandant Dubois, vous qui dirigez sur le terrain les matraqueurs assermentés et en armure ceinturant la forêt communale de Mandres, vous nous avez déclaré récemment que l'expulsion manu militari des résistant-e-s qui occupaient la forêt ainsi que les violences policières et miliciennes face à une manifestation de réoccupation « ne sont que des réactions aux actions des opposants ».

Si la militarisation du territoire et le durcissement de la répression de cette lutte paraissent soudaines et qu'on pourrait être tenté-e-s de l'expliquer par une radicalisation (entendue comme une volonté d'agir sur les racines du problème) de l'opposition, elle n'est pourtant pas un fait isolé.

Il serait intéressant mais trop fastidieux ici d'examiner en détail la longue liste des lois sécuritaires et liberticides qui ont émaillé ces quinze dernières années. Qu'elles concernent l'immigration (2003 et 2006), la prévention de la délinquance (2007 et 2010), la sécurité intérieure (2003 et 2011), la lutte contre le terrorisme (2006), la récidive (2005, 2007) ou bien la rétention (2008), elles ont en commun de réduire progressivement nos droits et de consolider le monopole d'Etat sur la violence en élargissant les pouvoirs judiciaires et policiers et/ou ceux des officines privées.

Ce foisonnement de l'arsenal législatif a par exemple permis de renforcer les moyens d'action des préfets, des fonctionnaires matraqueurs et de la justice, de créer de nouveaux délits et sanctions, d'alourdir les peines précédemment prévues dans la loi, de délaissé proliférer et faciliter la multiplicité des fichages et la vidéosurveillance...

Difficilement visible lorsqu'elle s'en prend aux individus isolés comme Zyed et Bouna, électrocutés en essayant de fuir un contrôle policier, la machine répressive apparaît au grand jour quand elle s'attaque à des mouvements massifs tels l'écrasement des révoltes dans les banlieues en 2005 qui ont fait suite à leurs décès.

**COMME LA JUSTICE, LE RESTE DU SYSTÈME RÉPRESSIF EST « DE CLASSE ».** Les moyens policiers de lutte contre la délinquance en col blanc diminuaient et l'évasion fiscale devenait plus aisée. Dans le même temps, l'emprisonnement de la petite délinquance se renforçait et s'élargissaient les possibilités de contrôler, surveiller et enfermer celles et ceux qui ont pour principal tort de trop s'écarter des normes bourgeoises : gens du voyage, immigrés, et les pauvres en général.

Mais tout cela ne suffisait pas à « nettoyer la racaille au karcher » et le gouvernement (désormais prétendument socialiste) poursuit le travail : une nouvelle loi sur la récidive (2014), une autre sur le renseignement (2015) et puis **L'ÉTAT D'URGENCE, DÉCRÉTÉ IL Y A 9 MOIS ET RÉCEMMENT PROLONGÉ DE 6 MOIS, SONT VENUS AJOUTER À CETTE FRÉNÉSIE SÉCURITAIRE.**

Le cadre législatif est posé et la violence d'Etat s'y déchaîne : du contrôle resserré des parents assurant elles/eux-mêmes l'instruction de leurs enfants aux assignations à résidence d'opposant-e-s à la COP 21, du camp de concentration calaisien aux gazages massifs de manifestant-e-s contre la loi travail en passant par les assassinats policiers de Rémi Fraisse et Amine Bentounsi.

N'inversons pas les rôles, commandant Dubois, ce sont bien les résistant-e-s à ce système qui agissent en réaction à ses violences. Ici, les habitant-e-s subissent depuis 23 ans les manipulations, la répression, la corruption, les intimidations et l'achat des consciences.

Face à un Etat qui ignore l'opposition massive et passe en force pour accentuer l'exploitation de la planète avec sa COP 21 et des salarié-e-s avec sa loi travail. Qui passe en force pour enfouir ses déchets à risques incommensurables et continuer sa folie nucléaire. Face à un appareil répressif qui a tiré au flash ball et lancé des grenades lacrymogènes dans le cortège hétéroclite de résistant-e-s devant le bois communal de Mandres le 16 juillet dernier, je ne peux que comprendre les camarades qui lancent des pierres sur les vitrines de banques parisiennes, les gardes mobiles ou la milice et je ne peux que me réjouir lorsqu'est taguée la permanence de Longuet (pour une biographie du personnage, se reporter au n°5 de La Graine de juin 2015) ou que tremblent les grilles de l'ANDRA secouées par les manifestant-e-s !

**COMMANDANT DES GORILLES CASQUÉS, ZÉLATEURS DU DÉPOTOIR ET AGENCE DE GESTION DE L'IMPENSÉ, JE VOUS PRIE D'AGRÉER L'EXPRESSION DE MES MAUVAIS SENTIMENTS ET VOUS ENCOURAGE CHAUDEMENT À RECONNAÎTRE VOS ERREURS ET SUIVRE L'EXEMPLE DE MR BAILLET EN DÉMISSIONNANT AU PLUS VITE CAR**

**LA RÉSISTANCE NE FAIBLIRA PAS !**



# LORSQUE SURGIRA CIGÉO, CI GIRAS-TU ?

Pour les plus dangereux de ces déchets, **RESTER 1 MINUTE À 1 MÈTRE D'EUX EST MORTEL, SANS PRÉAVIS !**

Et donc ? À 500m ? Au village voisin ? La radioactivité ne connaît pas de frontières... !

Les déchets devront rester longtemps en surface pour refroidir... !

Devront passer sur les rails **NON LOIN DE CHEZ VOUS** ou de chez un proche...! Tous les jours pendant de longues années...! **LES DOSIMÈTRES VONT EXPLOSER... !**

Concentrer tous les déchets au même endroit ? C'est statistiquement plus de risques et moins de contrôle ! Et que dire de tous les transports dangereux ?

En cas d'accident, imaginez-vous la portée d'un Fukushima local? Resterez-vous dans votre chaise longue à ce moment ? Oui ? Sérieux ?

Si vous êtes enceinte, dites vous bien que **VOTRE BÉBÉ AURA 5 JAMBES !\***

Quand les déchets seront sous terre, il y aura des puits de ventilation, qui seront là pour essayer d'empêcher les explosions dues à l'excès d'hydrogène\*\* .

Et par ces puits, c'est prévu, remontera une quantité non négligeable de radioactivité !!

**RIVERAINS ET PLUS : SOYEZ AU CLAIR AVEC VOTRE CONSCIENCE ET AVEC CELLES DES GÉNÉRATIONS FUTURES ! (À 5 JAMBES !)**

## ET EN CAS D'EXPLOSION SOUTERRAINE...

Au moins tout le quart nord-est de la France sera touché ! Resterez-vous dans votre chaise Longuet ? Ce n'est pas avec 5 jambes que votre enfant courra plus vite se réfugier dans un abri que Cigéo n'a pas encore pensé à financer !

Bon, pour rester positif : c'est un bon dé clic pour aller voir du pays ! (d'autres pays !) (L'humour, contrairement au Nucléaire, n'a jamais tué personne !)

**REAGISSEEEEEEZ ! DITES NON À CIGÉO ! ET NON AU NUCLÉAIRE !** (Et criez-le partout...)

Signé : Quelqu'un qui aime la Meuse, et qui veut réellement protéger les générations présentes et futures ! Mais surtout qui AIMERAIT Y RESTER, et y avoir un enfant qui ne marche pas bancal...

*\* Chaque catastrophe et pollution du Nucléaire apporte son lot de cancers et malformations ! Tchernobyl, Fukushima, et bientôt Bure... ?*

*\*\*lien : Accident au centre de stockage américain de déchets nucléaires militaires WIPP*

## REJOIGNEZ-NOUS !

Nous sommes d'abord et avant tout des habitants révoltés du Sud-Meusien. Précaires, chômeurs ou menacés de l'être, jeunes, retraités, salariés du public ou du privé, RSAistes, paysans... Nous avons en commun d'avoir pris conscience d'être victimes des injustices de la recherche du profit des puissants (grands groupes, multinationales, grosse entreprises...) et de la concurrence qu'ils se livrent entre eux sans s'occuper des conséquences sur nos vies. Et les conséquences c'est la misère pour beaucoup d'entre nous ou, pour ceux qui on la chance de travailler, des boulots de plus en plus pénibles avec de moins en moins de monde pour autant de travail. C'est aussi la mise en danger de nos vies par de possibles désastres écologistes (nucléaire, amiante, agriculture intensive, OGM, ect...).

Nous n'accusons ni les fainéants, ni les cas-sociaux, ni les immigrés, ni les fonctionnaires, ni les boucs émissaires habituels.

C'est trop facile et ça arrange bien ceux qui

s'accaparent, sans partage, les milliards de richesses que nous produisons. Ce sont eux les vrais responsables !

Nous ne cherchons pas une femme ou un homme providence pour nous tirer de là, ça n'existe pas !

Ni Le Pen, ni Sarkozy, ni Hollande, ni Mélenchon...

Aujourd'hui, aller voter n'a plus rien de démocratique, ça sert juste à nous choisir des maîtres qui vont décider à notre place, ça ne sert pas à grand chose, juste à répéter les mêmes erreurs et à nous désespérer d'avantage !

Prenons nos affaires en main, gouvernons-nous nous-même ! Autogestion, conseils de quartiers, d'usines, de villages, ect...A bas les dirigeants, vivent les délégués ! Battons-nous pour notre émancipation au lieu d'aller voter pour désigner de nouveaux seigneurs, eux-mêmes n'étant que des marionnettes des vrais dirigeants de ce monde : les grands groupes capitalistes !

lagraine@riseup.com ou [lagraine.noblogs.org](http://lagraine.noblogs.org)